

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Perigny, le 09/02/2026

ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Perigny

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MONSIEUR FREDERIC ALBERT

6 RUE DES ALOUETTES
MAUZAC
17320 Saint-Just-Luzac

Références : 0100008525/2026/66
Code AIOT : 0100008525

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2025 dans l'établissement MONSIEUR FREDERIC ALBERT implanté au Lieu-dit 'Dardenne' (parcelle n°66 de la section AT) 17560 Bourcefranc-le-Chapus. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'opération territoire propre 2025 ainsi que dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC) 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MONSIEUR FREDERIC ALBERT
- Lieu-dit 'Dardenne' (parcelle n°66 de la section AT) 17560 Bourcefranc-le-Chapus
- Code AIOT : 0100008525

- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Monsieur Frédéric Albert exploite illégalement une installation de stockage de déchets située au lieu-dit 'Dardenne', parcelle n°66 de la section AT, à Bourcefranc-le-Chapus.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- VHU

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Évacuation des déchets	AP de Mise en Demeure du 23/12/2022, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
2	Suppression, mise en sécurité et remise en état	Arrêté Préfectoral du 12/05/2023, article 1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une partie des terres souillées a été excavée puis évacuée, mais les justificatifs permettant de vérifier leur bonne évacuation n'ont pas été transmis à l'inspection. Par ailleurs, en l'absence des documents d'évacuation, il n'est pas possible de déterminer précisément le volume de terre excavé. Il a été constaté qu'une grande quantité de terres souillées demeurait encore sous les bâches.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Évacuation des déchets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/12/2022, article 2
Thème(s) : Illégaux, Évacuation des déchets
Prescription contrôlée : Monsieur Frédéric Albert, exploitant de l'installation de stockage de déchets, située au lieu-dit "Dardenne" à Bourcefranc-le-Chapus (parcelle n°66 de la section AT), est mis en demeure : <ul style="list-style-type: none"> • d'évacuer les terres polluées par les déchets vers les filières dûment autorisées ; • de justifier le recyclage ou l'élimination des terres polluées par des déchets ; [...]
Constats : Il a été constaté lors de la visite qu'une partie des terres contenant des déchets avait été excavée.

Cette zone est facilement identifiable, car le sol y est sec, fissuré et parsemé de cailloux ainsi que de déchets. Toutefois, il semble que cette partie ne corresponde pas à l'intégralité des terres enfouies sur la parcelle n°66 de la section AT.



Les documents permettant de justifier l'évacuation des terres vers des filières dûment autorisées n'ont pas été transmis à l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection les documents justificatifs relatifs à l'évacuation des terres vers des filières dûment autorisées.

L'exploitant indique également le volume de terres évacuées, leur localisation précise sur la parcelle, ainsi que la longueur de la zone excavée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Suppression, mise en sécurité et remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2023, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Suppression, mise en sécurité et remise en état

Prescription contrôlée :

L'installation classée pour la protection de l'environnement visée à l'article 1 de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure de régulariser la situation administrative en date du 23 décembre 2022 est supprimée à compter de la date de notification du présent arrêté.

Les travaux, opérations ou activités (hors mise en sécurité et remise en état) réalisés dans cette installation cessent définitivement à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le site est mis en sécurité conformément au IV de l'article R.512-75-1 du Code de l'environnement, notamment :

1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de

<p>stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.</p> <p>Le site fait l'objet d'une remise en état conforme à l'article R.512-39-1 et suivants du Code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté que le stockage de terres souillées sous bâches était toujours en cours, bien qu'une partie de ces terres ait effectivement été excavée (cf. point de contrôle n°1). Dans les zones excavées, des déchets (verres, plastiques, cailloux, papiers, etc.) subsistent çà et là.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant évacue la totalité des terres souillées présentes sous les bâches. Ces terres doivent être évacuées vers des filières dûment autorisées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>